

# Un nouveau dispositif RSA testé sur le territoire



De gauche à droite : Véronique Fragni, Marie-Pierre Sauvée et Manouchka Augustin-Klein. Elles ont répondu à un appel d'offres du conseil départemental. Leur objectif : réinsérer et déstigmatiser les bénéficiaires du RSA. (Le Télégramme/Jade Sauvée)

🕒 Lecture : 3 minutes

**Depuis le 2 juin, trois professionnelles de l'insertion sillonnent les routes du Finistère à la rencontre des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA). Elles expérimentent un nouvel accompagnement, totalement individualisé. Entretien.**

Elles sont toutes trois professionnelles de l'insertion : Manouchka Auguste-Klein, 36 ans, est formatrice indépendante et fondatrice de MAK Services ; Marie-Pierre Sauvée, 55 ans, psychologue clinicienne du travail et Véronique Fragni, 52 ans, assistante sociale et conseillère du travail, fondatrice de SynerTEC Breizh. Elles apportent chacune leur savoir-faire pour proposer un nouvel accompagnement, lancé par le Conseil Départemental et totalement individualisé, à 65 personnes allocataires du RSA, dont une partie habite le Pays de Morlaix.

**1. Vous êtes à la tête d'une expérimentation qui concerne les bénéficiaires du RSA. Qu'est-ce qui est nouveau dans cette démarche ?**

M.AK : De partir des envies de l'individu mais aussi de ses atouts et du marché local de l'emploi. Nous construisons un projet vers un retour à l'activité. Le dispositif est nouveau,

les contours doivent encore être dessinés.

MP.S : Notre dispositif est nomade : nous sillonnons l'ensemble du département pour rencontrer ceux qui ne peuvent pas se déplacer. Nous souhaitons apporter quelque chose de plus accessible et plus relationnel.

V.F : L'accompagnement individualisé par trois professionnelles est novateur et s'appuie sur une approche globale et pluridisciplinaire des situations.

## **2. Quel est l'intérêt d'avoir vos trois profils différents ?**

À trois, nous pouvons avoir une vision à 360 °C de la situation d'un individu. Nous pouvons chacune avancer avec lui, sur tous les aspects. Là où les compétences de la formatrice s'arrêtent démarrent celles de la psychologue, de la travailleuse sociale. C'est un réel travail d'équipe. Notre objectif est de faciliter et sécuriser la rencontre et la relation homme-travail. Tout en sachant que chaque individu est différent.

## **3. Sur les 17 000 bénéficiaires du RSA sur le département, seuls 65 expérimentent votre nouveau dispositif. Qui sont-ils ?**

M.AK : Les profils sont sélectionnés par Pôle Emploi. Chaque personne intègre ensuite le dispositif de manière volontaire. Le RSA est souvent une conséquence des aléas de la vie. Les situations sont très difficiles au quotidien. Parmi eux, nous avons 2/3 d'hommes et 1/3 de femmes. Environ 40 % ont un niveau CAP/BEP, 13 % un niveau BAC.

MP.S : La majorité d'entre eux a déjà travaillé, de nombreuses années parfois. Nous rencontrons des chefs d'entreprise, des jeunes diplômés, des mères de famille isolées... Les enjeux politiques, économiques et financiers qui orchestrent la société doivent aussi être interrogés.

V.F : Les profils sont divers et variés et chacun a connu une perte de confiance liée à des accidents de la vie, des problèmes de santé ou des événements familiaux.

## **4. Quels sont les freins rencontrés pour retrouver le marché de l'emploi ?**

M.AK : Plusieurs raisons peuvent rendre difficile le chemin de l'activité. Il peut s'agir, pour certains, de difficultés de mobilité, d'isolement, de l'âge...

MP.S : Nos bénéficiaires ont souvent vécu des situations où le travail a bridé leur désir et leur intelligence. Parfois ils peuvent éprouver de la honte ou de la culpabilité et ont peur de retourner travailler.

V.F : L'accès au marché du travail relève à la fois du demandeur d'emploi, du contexte sociétal, de l'environnement local et des recruteurs. Chacun peut être facilitateur, ou bien avoir développé des freins à l'emploi.

## 5. Quel est le projet à long terme ?

Nous souhaitons donner une visibilité à des personnes qui n'osent plus se montrer et qui pourtant ont de multiples ressources. Nous aimerions que chacun retrouve son pouvoir d'agir. Le projet est en maturation et c'est au Conseil départemental de dire de quelle manière il souhaite faire perdurer le projet.